

Les annonces d'un oléoduc milliardaire dans le bassin du Congo et d'une acquisition importante au large des côtes de l'Angola ont suivi à Kinshasa la conclusion du "Quatrième Congrès de l'huile d'Afrique", un débat qui a impliqué les ministres et les dirigeants des sociétés nationales de 16 pays.

Selon le ministère du Pétrole de la République démocratique du Congo ,en 2015 commencera la construction d'un oléoduc de 1500 km qui reliera des gisements de pétrole de la région de la Cuvette centrale du port de Matadi, sur la côte atlantique. Le projet coûterait l'équivalent d'environ deux milliards et demi d'euros et serait basé sur l'intérêt de grandes sociétés internationales, y compris Total France, l'italienne Eni et Petrosa de l'Afrique du Sud.

L'autre nouvelle du jour en provenance de Beijing est sur l'acquisition par participation du 55% de la société d'Etat Sinopec des actions d'un gisement de pétrole offshore en Angola, avec une valeur d'un milliard et 850 millions d'euros. Samedi, il a été conclu à Kinshasa d'une conférence organisée par les Producteurs de Pétrole Africains (APPA), à laquelle avaient participé gouvernements et entreprises qui détiennent ensemble "réserves prouvées de 100 milliards de barils." Au centre des travaux ,affaires et perspectives des opérateurs nationaux, mais aussi le débat national sur la façon de transformer le pétrole de facteur de conflit à instrument pour les populations.

L'Appa est née en 1987 "comme plate-forme pour les pays producteurs de pétrole africains pour coopérer et renforcer les avantages économiques et sociaux qui dérivent de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ". Parmi les Etats membres il y a des poids lourds comme l'Angola, le Nigeria, la Libye, le Congo et le Soudan, mais aussi l'Afrique du Sud, République démocratique du Congo, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée équatoriale, le Tchad et la Mauritanie.